

DEC171838DR14

Décision portant délégation de signature à **M. Bertrand Ludes** et à **Mme Maria-Elisabeth Soulié** pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité mixte de recherche n°5288 intitulée **Laboratoire d'anthropologie moléculaire et imagerie de synthèse**

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 approuvant le renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5288, intitulée **Laboratoire d'anthropologie moléculaire et imagerie de synthèse (AMIS)**, dont le directeur est **M. Eric Crubezy** ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Bertrand Ludes, PU**, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.1 de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Bertrand Ludes**, délégation est donnée à **Mme Maria-Elisabeth Soulié, AI**, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à _____, le _____

Le directeur d'unité

M. Eric Crubezy

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée : soit jusqu'à 135 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2016.